



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 23 – 24 juin 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- L'opposition et des associations écologistes déplorent la faiblesse des mesures prises en matière de préservation de la biodiversité

### Climat & Energie

- Le gouvernement britannique s'engage à lancer d'ici fin 2022 une consultation sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)
- Plusieurs syndicats appellent le gouvernement à prendre rapidement une décision concernant sa participation financière dans le projet de Sizewell C
- L'organisme parlementaire en charge du contrôle des dépenses publiques, le *National Audit Office*, critique la gestion du régulateur du marché de l'énergie *Ofgem*
- La *UK Infrastructure Bank* annonce prioriser les investissements dans des programmes d'énergie bas-carbone

### Environnement

- La chambre des Lords tire un bilan mitigé de l'accord de libre-échange conclu avec l'Australie et regrette une prise en compte trop faible des enjeux liés à l'environnement et au climat
- *The Rainforest Alliance* juge que les importations de certaines matières premières agricoles au R-U sont menacées en raison de la crise climatique et de la déforestation

### Industrie

- *Make UK* publie son rapport sur la situation de l'industrie manufacturière au second trimestre 2022
- Le gouvernement assouplit les conditions de mise en œuvre du marquage UKCA qui entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023

### Transport

- Les grèves dans les transports devraient se poursuivre pendant l'été, faute d'avancée des négociations sur les conditions salariales

## Fait marquant

### L'opposition et des associations écologistes déplorent la faiblesse des mesures prises en matière de préservation de la biodiversité

Le gouvernement est accusé par une partie de l'opposition et des groupes écologistes de renier ses engagements en matière de politique de conservation et de biodiversité. Un article du [Guardian](#) dénombre sept mesures défendues par Boris Johnson lors de son discours à la [conférence annuelle du parti conservateur](#) en octobre 2021, qui n'ont toujours pas été mises en œuvre :

1. L'allocation d'un [tiers](#) du budget du ministère de l'agriculture au développement de pratiques régénératrices de terres agricoles et de mécanismes de stockage du carbone.
2. La réponse du gouvernement à une [consultation](#) close en mars 2022 relative à l'interdiction de la vente de tourbe et de produits contenant de la tourbe en Angleterre et au Pays de Galles (le délai de réponse habituel est d'environ 12 semaines).
3. La réponse du gouvernement à une consultation de novembre 2021 sur la manière de réintroduire à grande échelle le castor en Angleterre, à la suite de l'essai réussi [River Otter Beaver Trial](#).
4. La création d'un groupe de travail sur la réintroduction d'espèces en fort déclin telles que le chat sauvage à la suite du discours à la [Delamere Forest](#) du secrétaire d'État à l'environnement George Eustice en mai 2021.
5. La mise en œuvre du nouveau [plan national](#) sur l'utilisation durable des pesticides pour les cinq prochaines années. La version finale du plan n'a pas été publiée alors que la consultation relative à celui-ci date de décembre 2020.
6. La mise en œuvre des promesses formulées en réponse à la consultation [Landscapes review](#), notamment celle de protéger (stabiliser le taux de perte de biodiversité) 30 % du territoire britannique d'ici 2030.
7. La mise en œuvre du [Bycatch Mitigation Initiative](#), un plan présenté en mars 2021 visant à protéger la vie marine rare contre la capture involontaire par les pêcheurs.

Caroline Lucas, députée du parti vert britannique, pointe un affaiblissement de l'agenda législatif destiné à la lutte contre la perte de la biodiversité et le changement climatique. Elle estime que le récent vote de confiance à la Chambre des Communes a rendu le Premier ministre plus dépendant d'une partie de députés conservateurs moins encline à placer l'environnement au premier rang des priorités politiques. Matt Williams, directeur de la branche Climat & Agriculture de l'*Energy and Climate Intelligence Unit* estime que les progrès en matière de protection de la biodiversité et de la restauration des sols sont au point mort au R-U alors qu'il ne reste plus que 8 ans au gouvernement pour atteindre ses objectifs légaux visant à enrayer le déclin de la biodiversité.

## Le chiffre de la semaine

15 %

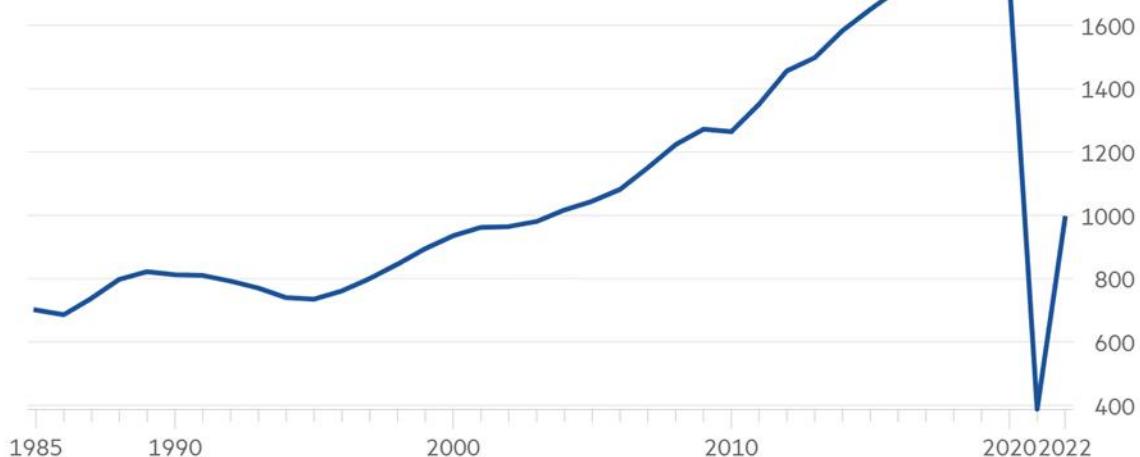
AECOM, un bureau d'étude américain, et l'université d'Exeter, publient une [étude](#) qui dévoile que la popularité grandissante de la climatisation au R-U pourrait faire augmenter la consommation d'électricité du pays de 15 % d'ici la fin du siècle.

La climatisation représente environ un cinquième de l'électricité utilisée dans les bâtiments du monde entier. Une grande partie de cette électricité provient de centrales électriques qui émettent des gaz à effet de serre. En outre, les climatiseurs peuvent laisser échapper des gaz réfrigérants hydrofluorocarbonés, beaucoup plus nocifs que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). En effet, le gaz hydrofluorocarbure (HFC-23) aurait un effet sur le réchauffement climatique 12 000 fois plus important que le CO<sub>2</sub>.

## Le graphique de la semaine

Passenger numbers on Britain's railways have yet to return to pre-pandemic levels

Number of journeys (mn)



\*Data for 2022 is for year ending March  
Source: Office of Rail and Road  
© FT

Une des raisons expliquant le mouvement de grève actuel dans le transport ferroviaire est l'annonce de *Network Rail*, la société publique qui supervise le réseau, de mesures d'économies visant à équilibrer les comptes des entreprises ferroviaires, dont le déficit a atteint [2 Md£](#) en 2021-22 selon le Trésor britannique.

D'après le directeur général de *Network Rail*, Andrew Haines, ce déficit est lié à la baisse du nombre de passagers d'un cinquième par rapport au niveau pré-Covid. De plus, les passagers qui effectuaient les trajets les plus longs et achetaient les billets les plus onéreux avant la pandémie sont ceux qui limitent le plus leurs voyages aujourd'hui.

Par conséquent, le ministre des transports, Grant Shapps, estime que l'impact durable de la pandémie sur le comportement des usagers du rail, notamment du fait de l'essor du télétravail, rend nécessaire des économies et des changements dans les pratiques de travail des cheminots pour rendre économiquement viables les entreprises ferroviaires.

## Climat & Energie

**Flash** – Le taux d'inflation au R-U a atteint [9,1 %](#) en mai, soit son niveau le plus élevé depuis 40 ans, compte tenu notamment des effets directs et indirects des prix de l'énergie et de la hausse des prix des biens alimentaires. La Banque d'Angleterre s'attend à ce que le taux d'inflation dépasse 11 % en octobre, soit nettement plus que les autres pays du G7.

### Le gouvernement britannique s'engage à lancer d'ici fin 2022 une consultation sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)

A la suite de la publication en avril dernier d'un rapport parlementaire plaidant pour la mise en place d'un MACF, le gouvernement a indiqué, en [réponse](#) qu'il allait étudier, via une consultation publique, la mise en place d'un tel mécanisme, notamment pour contrer les risques de fuites de carbone. Il a toutefois souligné que cette consultation ne l'engagera pas formellement dans la voie d'un MACF mais lui « permettra de mieux comprendre les options sur la table ». Il a rappelé, par ailleurs, sa détermination pour poursuivre les travaux multilatéraux et plurilatéraux afin de trouver une solution commune, respectueuse des règles de l'OMC. Pour mémoire, selon le rapport parlementaire, le risque de fuites de carbone pourrait entraîner une augmentation des émissions mondiales, dans la mesure où la politique Net Zero vise uniquement les émissions générées par la production, et omet donc les émissions générées par la consommation britannique (dont 43 % proviennent des importations).

### Plusieurs syndicats appellent le gouvernement à prendre rapidement une décision concernant sa participation financière dans le projet de Sizewell C

[Les quatre principaux syndicats britanniques](#) (*Trades Union Congress, Unite, GMB et Prospect*) ont appelé le Gouvernement, dans une lettre non rendue publique, à prendre rapidement une décision d'investissement (*Government Investment Decision - GID*) dans le projet de construction de la centrale nucléaire à Sizewell C. Les syndicats craignent qu'une absence de décision à court terme ne conduise *EDF*, le principal partenaire, à se retirer du projet et



souhaitent que cette décision intervienne avant les vacances parlementaires qui doivent débiter le 21 juillet. Elle permettrait à *EDF* d'approcher de potentiels investisseurs et de bénéficier de moyens financiers supplémentaires, alors que l'enveloppe attribuée pour la réalisation d'études est sur le point d'être épuisée. Les syndicats craignent par ailleurs qu'une absence de GID à court terme ne menace l'ensemble de la filière, source de nombreux emplois potentiels, dans un contexte de forte hausse des coûts de l'énergie et de renforcement de l'indépendance énergétique du R-U. Le Gouvernement britannique pourrait financer à hauteur de 20 % la construction de la centrale soit le même montant qu'*EDF*, qui devra trouver d'autres investisseurs pour les 60 % restants. La décision formelle d'autorisation d'aller de l'avant pour le projet (*Development Consent Order* ou DCO) doit être donnée avant le 8 juillet par le Secrétaire d'Etat du BEIS, suivant l'avis du *Planning Inspectorate*, qui évalue la pertinence du projet au sens des grandes infrastructures nationales. La décision finale d'investissement est attendue début 2023.

## L'organisme parlementaire en charge du contrôle des dépenses publiques, le *National Audit Office*, critique la gestion du régulateur du marché de l'énergie *Ofgem*

Dans un contexte d'inflation record, poussée par les prix de l'énergie, le [National Audit Office](#) (NAO), organisme parlementaire en charge du contrôle des dépenses publiques, rapporte que le coût pour les consommateurs de la faillite de 28 fournisseurs d'énergie entre juin 2021 et juin 2022 s'élève à 2,7 Md£, soit environ 94 £ par britannique. Les contributions manquantes aux programmes gouvernementaux de soutien à la production d'énergie renouvelable sont mises à la charge de toutes les factures d'énergie, et pas seulement de celles des clients des fournisseurs défaillants. Le NAO critique vivement la gestion du régulateur du marché de l'énergie, *Ofgem*, qu'il accuse de « faire supporter aux consommateurs le poids des échecs » et d'avoir créé un marché « vulnérable aux chocs à grande échelle ». En outre, il constate que l'objectif d'encourager la compétition entre les fournisseurs d'énergie a primé sur les règles de contrôle à l'endroit des nouveaux entrants sur le marché, notamment en matière de solidité financière.

## La *UK Infrastructure Bank* annonce prioriser les investissements dans des programmes d'énergie bas-carbone

Lançant le 23 juin son premier plan stratégique, le directeur général de la [UK Infrastructure Bank](#), John Flint, a déclaré que le renforcement de la sécurité d'approvisionnement énergétique était compatible avec les engagements climatiques du R-U et la lutte contre les inégalités économiques régionales. Parmi les priorités d'investissement de la banque, il cite les projets nucléaires et les projets innovants en matière d'énergie renouvelable et de systèmes de stockage d'énergie. Il s'engage, de plus, à soutenir le déploiement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques, ainsi qu'à investir dans l'hydrogène et dans les usines de traitement des déchets.

## Environnement

**Flash** – Les lingettes humides contenant du plastique pourraient être interdites afin de réduire les dommages causés à l'environnement. La députée travailliste Fleur Anderson a exhorté le gouvernement à "aller de l'avant" avec l'interdiction après la fin de sa [consultation](#) le 12 février, considérant qu'une telle mesure pourrait réduire l'utilisation des lingettes humides et le plastique

dans l'environnement, tout en réduisant les coûts supportés par les compagnies des eaux du fait du blocage des canalisations provoqués par leur rejet dans les toilettes.

**Flash** – L'une des plus grandes entreprises laitières du R-U, *Dairy Crest*, a été condamnée à une [amende de 1,5 M£](#) pour avoir pollué à de nombreuses reprises une rivière près de la plus grande installation de transformation laitière du pays, en Cornouailles. Pendant plusieurs années, l'entreprise a déversé des déchets liquides, des solides en suspension et des "boues biologiques" dans la rivière Inny, ce qui a fait augmenter ses niveaux de nutriments et tué les truites et les saumons.

## La Chambre des Lords tire un bilan mitigé de l'accord de libre-échange conclu avec l'Australie et regrette une prise en compte trop faible des enjeux liés à l'environnement et au climat

Dans [un rapport publié le 23 juin](#), l'*International Agreements Committee* de la chambre des Lords, en charge du suivi des accords commerciaux, a dressé un tableau en demi-teinte de l'accord commercial avec l'Australie. Si le comité souligne les effets bénéfiques de cet accord sur la libéralisation des services juridiques et financiers, la protection des consommateurs, via la baisse de prix de certains produits exemptés de droit de douanes, et le soutien accru aux PME, grâce à un chapitre de l'accord leur étant dédié, le rapport, en ligne avec les ONG environnementales, pointe un manque d'ambition en matière de défense de l'environnement. Le comité juge par exemple que l'accès facilité des agriculteurs australiens au marché britannique aurait dû s'accompagner d'engagements climatiques plus ambitieux, incluant les objectifs visant à limiter la hausse des températures à 1,5°C d'ici 2100 et à réduire la baisse de la consommation de charbon. Certains produits agricoles importés d'Australie pourraient par ailleurs contenir des résidus de pesticides interdits au R-U ou avoir été produits en favorisant la déforestation et la perte de biodiversité. Le comité craint que l'accord commercial avec l'Australie, le premier à être signé à la suite du Brexit, puisse faire office de précédent, et appelle le gouvernement à modifier certaines parties en lien avec la partie australienne, jugée plus réceptive depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes. Le comité appelle également le gouvernement à adopter, avant toute nouvelle signature d'accord, un document général présentant la façon dont la politique commerciale britannique s'articule avec les autres priorités politiques.

## The Rainforest Alliance juge que les importations de certaines matières premières agricoles au R-U sont menacées en raison de la crise climatique et de la déforestation

A l'occasion de la journée internationale consacrée aux forêts tropicales le 22 juin, l'ONG [The Rainforest Alliance](#) a indiqué que l'aggravation du changement climatique et la poursuite de la déforestation pourraient menacer les chaînes d'approvisionnement et les importations de certaines matières premières agricoles (blé, maïs et riz) dont celles préférées des britanniques (cacao, thé, café, bananes, avocats). Selon l'ONG, la combinaison de différents facteurs pourrait non seulement rendre plus aléatoire les récoltes mais contribuer directement à la déforestation en conduisant les agriculteurs à chercher de nouvelles terres utilisant des parcelles de terres exploitables.

## Industrie

**Flash** – La start up britannique *Britishvolt* a signé un accord de plusieurs millions de livres avec [WMG](#) (université de Warwick) pour accélérer la production de ses batteries dans sa future gigafactory de 38 GWh. Cet [accord de deux ans](#) prévoit que l'université contribue au développement de technologies de cellules de batteries et à leur optimisation en utilisant les matériaux, formulations et conceptions des cellules cibles de *Britishvolt*.

**Flash** – La Grande-Bretagne a proposé de [prolonger de deux ans](#) les mesures de sauvegarde pour cinq produits sidérurgiques afin de protéger son industrie, qui emploie près de 34 000 personnes, considérant que leur suppression « entraînerait probablement une augmentation des importations et donc un préjudice grave ou une menace de préjudice grave pour les producteurs d'acier britanniques ». L'année dernière, la prolongation pour ces cinq produits n'avait été octroyée que pour un an mais la Grande-Bretagne avait maintenu pour trois ans les quotas et les droits de douane hérités de l'Union européenne sur dix catégories d'acier.

### Le gouvernement assouplit les conditions de mise en œuvre du marquage UKCA qui entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023

Les conditions d'application du marquage [UKCA](#) (*UK Conformity Assessment*), qui sera exigé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la très grande majorité des produits, en remplacement du marquage CE, vont être assouplies par le gouvernement afin d'éviter les risques de pénuries et de réduire les coûts de certification pour les entreprises. Ainsi, ces dernières pourront conserver le marquage sur des étiquettes plus longtemps et le marquage CE continuera d'être accepté pour les produits importés au R-U avant le 31 décembre 2022, mais non encore placés sur le marché, ainsi que pour les pièces détachées correspondant à des produits marqués CE ; en outre, les fabricants pourront utiliser les évaluations de conformité effectuées pour l'obtention du marquage CE, achevées avant le 31 décembre 2022, comme base pour le marquage UKCA.

### Make UK publie son rapport sur la situation de l'industrie manufacturière au second trimestre 2022

Le [rapport](#) souligne d'abord l'écart entre les prévisions optimistes des entreprises pour le second trimestre et les résultats décevants enregistrés, résultant selon *Make UK* de l'impact de la guerre en Ukraine, de l'inflation et des nouveaux confinements en Chine. La production et les commandes ont ainsi diminué pour le troisième trimestre consécutif. Certains secteurs ont également subi un ralentissement des commandes à l'export. Cette tendance pourrait s'expliquer par l'impact de la forte inflation mais aussi du Brexit. Les entreprises interrogées par *Make UK* estiment que les initiatives du gouvernement concernant le protocole nord-irlandais risquent de pénaliser davantage leurs activités à l'export. Dans ce contexte *Make UK* appelle de nouveau le gouvernement à introduire ou pérenniser les mesures fiscales permettant de réduire les coûts de production des entreprises : diminution de l'imposition des bâtiments professionnels, suspension voire suppression du *Climate Change Levy*, prolongation du mécanisme permettant un suramortissement des investissements (*super-decduction*) notamment.



## Transport

**Flash** – Le Parlement devrait voter de nouvelles régulations permettant aux compagnies aériennes de restituer certains de leurs [créneaux](#) aéroportuaires avant l'été, compte tenu des milliers d'annulations de vols prévues. Ces créneaux pourront être utilisés par d'autres compagnies pendant la saison estivale, mais seront ensuite restitués aux compagnies les ayant libérés, alors qu'elles les auraient perdus selon le droit en vigueur, faute de les utiliser à plus de 70 % de leur capacité.

**Flash** – [L'aéroport d'Heathrow](#) anticipe une meilleure fréquentation que prévue en 2022 en raison notamment d'une forte hausse des réservations estivales. La fréquentation attendue pour 2022 (54,5 M de passagers) restera toutefois très inférieure à celle observée avant la pandémie (environ 70 M de passagers en 2019). Cette meilleure fréquentation s'inscrit toutefois dans un contexte d'incertitudes (Covid-19, guerre en Ukraine, inflation) qui pourrait retarder une reprise pérenne.

**Flash** – [EasyJet](#), l'une des compagnies ayant dû annuler le plus grand nombre de vols au R-U ces derniers mois, a annoncé qu'elle supprimerait 11 000 vols pendant l'été, ce qui lui permettrait d'assurer environ 90 % de son plan de vol pré-Covid (contre 97 % prévus initialement).

**Flash** – Le ministère des Transports (*DfT*) a acté la non-reconduction, au-delà du 30 avril 2022, des droits de [cabotage](#) supplémentaires octroyés à l'automne dernier afin de faire face à la pénurie de conducteurs de poids lourds, considérant notamment leur impact sur les entreprises de transport britanniques.

**Flash** – Le BEIS a annoncé l'octroi d'un [financement de 43,7 M£](#), assuré avec l'industrie automobile, pour financer des projets de recherche et développement en matière de véhicules électriques, dont deux projets principaux visant à développer une moto électrique et un camion de livraison tout-terrain à destination des marchés émergents.

## Les grèves dans les transports devraient se poursuivre pendant l'été, faute d'une avancée des négociations sur les conditions salariales

Lundi, le mouvement de [grève](#) avait été confirmé après que le syndicat *RMT* avait rejeté la proposition du gouvernement d'augmenter les salaires des conducteurs de train de 3 %. Le syndicat demande en effet une hausse des salaires équivalente à l'inflation, qui a atteint 9,1 % en mai en rythme annuel. *Network Rail* a par ailleurs annoncé qu'il allait mettre en œuvre des changements dans les pratiques de travail et supprimer 1800 postes de maintenance, si nécessaire via des licenciements obligatoires. Mardi, seuls 20 % des trains circulaient sur les trajets concernés par cette grève, tandis que l'ensemble du métro londonien était à l'arrêt. Les syndicats ont averti qu'en l'absence d'accord, ces actions seraient reconduites dans les prochains mois. Si le [projet du gouvernement](#) de recruter des travailleurs intérimaires pour remplacer les employés grévistes s'avère complexe à mettre en œuvre, il peut espérer une solution négociée au niveau des opérateurs. Les conducteurs du réseau *Merseyrail*, près de Liverpool, ont ainsi accepté de reprendre leur travail après avoir négocié une hausse des salaires de 7,1 %. Les personnels de *British Airways* de l'aéroport d'Heathrow se sont également prononcés à une écrasante majorité en faveur d'une grève visant à obtenir l'annulation de la baisse de salaire de 10 % consentie durant la pandémie. Les grèves pourraient par ailleurs s'étendre à d'autres secteurs que les transports, notamment dans les services publics, compte tenu des pertes de pouvoir d'achat induites par l'inflation.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Gautier Houel (Energie, Environnement, Climat), Barthélémy Duhamel (Stagiaire), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : [londres.dgtresor.gouv.fr](http://londres.dgtresor.gouv.fr)